

N° DP 24/710

DECISION DU PRESIDENT

NOS TERRITOIRES D'ABORD (NTA) 2022/2027 - VILLA NOAILLES - MISE EN LUMIERE ET EN SECURITE DES REMPARTS ET AMENAGEMENT DES ACCES ET STATIONNEMENTS - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU CONSEIL REGIONAL SUD PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article 5 dudit contrat qui prévoit qu'à la demande du territoire Métropolitain ou de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, un avenant modifiant la programmation pourra être proposé durant le contrat et un avant la fin du contrat,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la délibération n° 21-638, en date du 17 décembre 2021 du Conseil Régional approuvant les principes fondateurs de la politique contractuelle régionale,

VU la délibération n° 22-5 du 25 février 2022 approuvant les nouvelles modalités de mise en œuvre de la politique contractuelle régionale « Nos territoires d'Abord »,

VU la délibération du Conseil Métropolitain du 16 novembre 2022 approuvant la signature du contrat « Nos Territoires d'Abord (NTA) 2022-2027 »,

VU le règlement financier de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur,

VU la signature du contrat « Nos Territoires d'Abord (NTA) 2022-2027 », en date du 13 décembre 2022,

CONSIDERANT que l'opération dite « Villa Noailles – Mise en lumière et en sécurité des remparts et aménagements des accès et stationnements », répond aux axes et priorités d'intervention proposés dans le cadre de la convention de partenariat financier susmentionnée, établie entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'Etat,

CONSIDERANT que la Villa Noailles a été construite de 1923 à 1925 sur les plans de l'architecte Robert Mallet Stevens pour le vicomte Charles et Marie-Laure de Noailles,

CONSIDERANT que la Villa Noailles est un bâtiment particulièrement moderne pour son époque, construite selon des préceptes du mouvement rationaliste : fonctionnalité, épuration des éléments décoratifs, toits terrasses, lumière. Le projet de "petite maison intéressante à habiter" a été complètement fini en 1933,

CONSIDERANT qu'au gré des extensions la Villa Noailles est devenue un vaste bâtiment moderne de 1800 m² doté de quinze chambres de maître, toutes équipées de salles de bains, une piscine couverte, un squash, un salon de coiffure, et diverses autres pièces,

CONSIDERANT que la Villa Noailles, transférée à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, est aujourd'hui un centre d'art d'intérêt national, qui accueille des expositions, des événements et propose des ateliers pour les enfants le domaine du design, de la mode, de la photographie et de l'architecture,

CONSIDERANT que des résidences de création ont lieu toute l'année, faisant ainsi rayonner le lieu au niveau national et international,

CONSIDERANT que de nombreux travaux ont été entrepris par la Métropole Toulon Provence Méditerranée depuis 2003, incluant des mises aux normes, des travaux de conformité pour accueillir l'exposition permanente, l'aménagement de quatre chambres d'artistes commandées aux designers François AZAMBOURG, Florence DOLEAC, David DUBOIS et BLESS, mais également la mise en accessibilité des abords,

CONSIDERANT que la Villa Noailles organise deux festivals internationaux, à savoir :

- Le Festival International de Mode, Photographie et accessoires de mode à Hyères depuis 1985,
- Le Design Parade, Festival international de design et d'architecture d'intérieur à Hyères et Toulon,

CONSIDERANT qu'en 2024, la Métropole Toulon Provence Méditerranée débutera la réalisation des travaux suivants :

- La réalisation des accès pour la réalisation d'un parking et des accès modes doux paysagés,
- La mise en lumière du site,
- La mise en sécurité du rempart et des évacuations,
- Le confortement des remparts, et de la summer house,
- La réalisation des accès ERP pour le jardin Nord,
- La gestion des eaux pluviales du jardin Nord,

CONSIDERANT que le plan de financement prévisionnel de l'opération est établi de la manière suivante :

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

Montant prévisionnel de l'opération	Partenaire institutionnel	Assiette éligible (en € HT)	Montant subvention	Taux d'intervention (calculé sur la base de l'assiette éligible)	Taux d'intervention (calculé sur la base du coût total d'opération)
6 083 333.00 € HT (Etudes, travaux et aléas)	Etat (CMRTE 2021/2026)	6 000 000.00 €	553 000.00 €	9.22 %	9.09 %
	CR Sud PACA (NTA 2022/2027)	6 083 333.00 €	1 500 000.00 €	24.66 %	24.66 %
	Département du Var – Année 2024 (Etudes + travaux)	6 083 333.00 €	2 813 541.51 €	46.25 %	46.25 %
Total aides publiques			4 866 541.51 €		80.00 %
Part d'autofinancement			1 216 791.49 €		20.00 %
TOTAL			6 083 333.00 €		100.00 %

DECIDE

ARTICLE 1

D'APPROUVER le plan de financement de l'opération mentionnant son coût, la participation des co-financeurs, et la part d'autofinancement de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, en qualité de maître d'ouvrage.

ARTICLE 2

DE SOLLICITER le concours financier de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, au titre de l'opération dite « Villa Noailles – Mise en lumière et en sécurité des remparts et aménagements des accès et stationnements », à hauteur de 1 500 000.00 €, représentant 24.66 % du montant prévisionnel du projet, conformément au plan de financement prévisionnel ci-dessus.

ARTICLE 3

DE SIGNER tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération n° 22 322 du Budget principal.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **08 AOUT 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of fluid, connected strokes.



CONTRAT NOS TERRITOIRES D'ABORD
2022-2027

**REGION PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR/
METROPOLE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE**



ENTRE

La Région Provence-Alpes-Côte d’Azur, représentée par son Président, Monsieur Renaud MUSELIER, dument habilité par la délibération de l’Assemblée régionale n°....., en date du , ci-après désignée « la Région »

D’une part,

ET

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son/sa Président(e), Monsieur Hubert FALCO, dument habilité(e) par délibération n° en date du , ci-après désignée « le Territoire »,

D’autre part,

Vu la délibération n°21-163, du 23 avril 2021 du Conseil régional approuvant le Plan Climat régional 2 « Gardons une COP d’avance »,

Vu la délibération n°19-350 du 26 juin 2019 du Conseil régional adoptant le Schéma régional d’aménagement, de développement durable et d’égalité des territoires (SRADDET) de la Région Provence-Alpes-Côte d’Azur approuvé par arrêté préfectoral du 15 octobre 2019,

Vu la délibération n° 21-638, du 17 décembre 2021 du Conseil régional approuvant les principes fondateurs de la future politique contractuelle régionale,

Vu la délibération n° 22-5 du 25 février 2022 approuvant les nouvelles modalités de mise en œuvre de la politique contractuelle régionale « nos territoires d’abord »,

Vu le règlement financier de la Région Provence-Alpes-Côte d’Azur ;

PREAMBULE	4
Titre I - Dispositions générales	5
Article 1 - Territoire concerné	5
Article 2 - Objet du contrat.....	5
Article 3 - Structuration du contrat	5
Article 4 - Gouvernance du contrat	5
Article 5 - Durée du contrat – Clauses de revoyure	6
Titre II - Modalités financières	6
Article 6 - Enveloppe financière	6
Article 7 - Taux et montant de subvention	6
Article 8 – Engagement des bénéficiaires	6
Titre III - Modalités d'application du contrat	6
Article 9 - Conditions de mise en œuvre.....	6
9-1 Evolution de la programmation.....	6
9-2 Dépôt des demandes de subventions	7
9-3 Mise en œuvre des subventions.....	7
9-4 Conditions d'utilisation des subventions	7
9-5 Suivi de la programmation annuelle et du programme prévisionnel d'investissement.....	7
Article 10 - Outils partagés	7
Article 11 - Communication	8
Article 12 - Evaluation du contrat	8
Article 13 - Conditions et modalités de résiliation du contrat.....	8
Article 14 - Responsabilité de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur	8
Article 15 - Litiges.....	9
ANNEXE 1	10
ANNEXE 2	2

PREAMBULE

Depuis 2017, la lutte contre le changement climatique est au cœur de toutes les politiques publiques de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Dans la continuité, une nouvelle étape s'est amorcée en 2021 avec l'adoption du plan climat « Gardons une COP d'avance » qui s'articule autour de six axes : *air, terre, mer, énergie, déchets et chez vous, au quotidien*.

Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur adopté par délibération n°19-350 du 26 juin 2019 du Conseil régional et approuvé par arrêté préfectoral du 15 octobre 2019, propose une stratégie régionale pour l'aménagement durable du territoire à moyen et long terme (2030-2050). Déclinée en 68 objectifs et 52 règles, cette stratégie définit un nouveau modèle de développement, en rupture avec le schéma de développement actuel pour inverser la tendance :

- réinventer le modèle de développement territorial pour une région plus attractive pour la population et les entreprises ;
- rompre avec les logiques de consommations extensives des ressources naturelles et foncières ;
- atténuer les logiques de concurrence territoriale.

Sur la base du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires et du Plan climat « Gardons une Cop d'avance », trois objectifs sont fixés pour la durée du mandat :

- être la première région verte de France ;
- être la première région neutre en carbone ;
- devenir une région autonome dans la gestion de ses déchets en 2030.

A travers le Contrat *Nos territoires d'abord*, la Région entend accompagner les territoires dans leur stratégie d'aménagement et de développement et organiser au mieux la rencontre entre priorités locales et régionales. Cette nouvelle génération de contrat doit permettre de mieux articuler les politiques régionales, de leur donner plus de lisibilité en les mobilisant sur des opérations structurantes et de renforcer ainsi les effets leviers de l'intervention régionale.

Conclus pour une durée de cinq ans, les contrats comportent une clause de revoyure et constituent des déclinaisons opérationnelles des axes de la délibération « Gardons une cop d'avance : Plan climat », eux-mêmes s'inscrivant dans les orientations du SRADDET et précisant certains objectifs de ce schéma.

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 - Territoire concerné

Le Territoire engagé dans le présent Contrat *Nos territoires d'abord* correspond au périmètre de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Article 2 - Objet du contrat

Le Contrat définit les orientations stratégiques et les projets structurants sur lesquels la Région et la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'entendent afin de poursuivre le développement du territoire, ainsi que les modalités de financement de ces projets par la Région. De plus, la stratégie du territoire s'inscrit dans les orientations promues par le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité du territoire (SRADDET) porté par la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ainsi que dans les objectifs Plan climat « Gardons une cop d'avance ».

Article 3 - Structuration du contrat

Le contrat comprend deux annexes :

- Le tableau de programmation,
- Les orientations stratégiques du territoire.

L'ambition environnementale de chaque projet inclus dans la programmation du contrat devra se concrétiser tout au long de la phase d'élaboration et de mise en œuvre des opérations.

Lorsque des actions inscrites dans la programmation du contrat *Nos territoires d'abord* relèvent d'un appel à projet ou d'un appel à manifestation d'intérêt, le territoire devra se conformer aux conditions de ces dispositifs. Les services régionaux apporteront l'accompagnement nécessaire à cette démarche.

Article 4 - Gouvernance du contrat

La gouvernance du contrat est assurée par un comité de pilotage territorial, instance partenariale qui assure la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation du contrat.

Ce comité est composé de deux conseillers régionaux référents du Territoire ainsi que du Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ou de son représentant.

Il se réunit a minima une fois par an. Il dresse un bilan intermédiaire de la programmation et propose d'éventuelles modifications de celle-ci à enveloppe globale constante.

Des comités techniques composés des services de la Région et du Territoire se réuniront a minima en phase d'élaboration et lors de chaque revoyure annuelle. Ils seront mobilisés aussi souvent que nécessaire et leur composition sera adaptée en fonction des compétences requises.

Pour chaque projet, les techniciens de la Région seront associés à la phase de conception (études préalables, études de programmation), et de réalisation (études de maîtrise d'œuvre, suivi de chantier aux étapes significatives ...).

Article 5 - Durée du contrat – Clauses de revoyure

Le contrat *Nos territoires d'abord* est conclu pour une durée de cinq ans et prend effet dès sa notification.

A la demande du territoire ou de la Région, un avenant modifiant la programmation examinée en cours de programmation et un an avant la fin du contrat.

TITRE II - MODALITES FINANCIERES

Article 6 - Enveloppe financière et programmation

Le montant contractualisé de la dotation est de **78 000 000 € (Soixante-dix-huit millions d'Euros)** pour la durée du contrat.

Afin de garantir la faisabilité des opérations, la Région pourra accompagner les collectivités locales dans la recherche de cofinancements tels que les fonds européens ou ceux mobilisés par d'autres partenaires.

Les projets inscrits dans les conventions d'ambitions territoriales du territoire rattachés aux rubriques *Équilibre et solidarité des territoires, Adaptation du territoire à la transition climatique, énergétique et environnementale et Culture et patrimoine (à l'exception des projets patrimoniaux)* sont intégrés aux contrats *Nos territoires d'abord* et sont financés par la Région dans ce cadre.

Article 7 - Taux et montant de subvention

Le montant de l'aide régionale sollicitée devra correspondre à celui indiqué dans le tableau de programmation de l'annexe 1.

Si le coût total réel du projet est diminué par rapport à celui qui est contractualisé, cette baisse sera répercutée sur le montant de subvention accordée, tout en conservant le taux d'intervention initial.

Dans tous les cas, le montant de l'aide régionale sollicitée ne pourra pas dépasser celui défini expressément dans la programmation annexée au présent contrat.

Article 8 – Engagement des bénéficiaires

Afin de favoriser la mise en réseau des acteurs, le Territoire signataire du contrat *Nos territoires d'abord* peut être amené à participer aux manifestations organisées par la Région dont la thématique le concerne.

TITRE III - MODALITES D'APPLICATION DU CONTRAT

Article 9 - Conditions de mise en œuvre

9-1 Evolution de la programmation

Le tableau de programmation annexé au contrat est prévisionnel. Il pourra faire l'objet d'ajustement à l'issue de chaque comité de pilotage.

9-2 Dépôt des demandes de subventions

Chaque projet mentionné dans la programmation fera l'objet d'une demande de subvention en ligne sur le site <https://subventionsenligne.maregionsud.fr>.

Pour pouvoir être votés dans le respect du délai de validité du contrat, les dossiers de demande de subvention doivent être déposés en ligne complets a minima 6 mois avant sa date d'achèvement (5 ans après sa notification).

Ils doivent être déposées préalablement à tout commencement d'exécution et dans les délais impartis par le règlement financier régional.

Les dossiers de demandes de subvention déposés devront être conformes aux objectifs environnementaux annoncés dans la programmation et aux cadres d'intervention concernés.

Afin d'en faciliter l'identification par la Région, les demandes de subvention devront obligatoirement faire apparaître dans leur objet : « Contrat Nos territoires d'abord « territoire » *[libellé du projet]* ».

9-3 Mise en œuvre des subventions

L'attribution des subventions au titre du contrat respecte les dispositions du règlement financier du Conseil régional.

A l'issue du vote, un arrêté attributif de subvention ou une convention spécifique préciseront les modalités administratives et financières applicables à la subvention allouée (conditions de versement, délai de validité de la subvention...).

9-4 Conditions d'utilisation des subventions

Le Territoire s'engage à utiliser les sommes attribuées par la Région conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Région.

9-5 Suivi de la programmation annuelle et du programme prévisionnel d'investissement

Un tableau de bord de suivi des opérations est communiqué au territoire afin de garantir la bonne réalisation du contrat.

Article 10 - Outils partagés

Différents documents/outils seront communiqués au Territoire pour l'élaboration, le suivi et le bilan du contrat (fiches actions, tableaux de bord de suivi des opérations, trame des indicateurs d'évaluation).

La production commune de travaux, de diagnostics, d'études, pourra faire l'objet de valorisation auprès des autres acteurs afin d'alimenter le débat sur les enjeux régionaux.

Article 11 - Communication

Toute information à destination du public et des médias doit faire état de la nature et du montant de la participation régionale.

Le Territoire s'engage à assurer la promotion des actions financées à travers différentes actions, notamment :

- apposer une information sur le site de chaque opération pendant toute la durée des travaux, en particulier les panneaux de chantier comporteront l'indication de l'aide régionale et devront faire figurer le logo régional de façon identique ;
- apposer les logos de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et faire mention de sa contribution de manière visible sur tout document, étude, édition ou publication et sur le lieu d'une manifestation, et de faire mention du soutien de la Région dans les communiqués de presse, au cours des interviews radio-télévisées, ainsi que sur les outils de communication auxquels le territoire a recours pour assurer la promotion de la manifestation (affiches, plaquettes, programmes, etc.) ;
- apposer une information sur chacune des réalisations après la fin des travaux sur une durée raisonnable qui mentionne que l'opération concernée a été réalisée par le territoire avec la contribution de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur avec le logo et le montant de la contribution.

Le Territoire s'engage par ailleurs à associer systématiquement la Région les inaugurations des projets.

Article 12 - Evaluation du contrat

A échéance du contrat, la production d'un bilan quantitatif et qualitatif partagé est réalisée, sous la responsabilité du Territoire, en lien avec les signataires et sur la base d'indicateurs proposés par la Région au cours de la première phase du contrat.

Le Territoire pourra être sollicité pour faire remonter des données sur les projets pour alimenter des bilans régionaux tels que le Plan climat régional.

Article 13 - Conditions et modalités de résiliation du contrat

En cas de non-respect par l'une des parties de ses engagements au titre de ce contrat, celui-ci peut être résilié de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Article 14 - Responsabilité de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

L'aide financière apportée par la Région ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable au titulaire ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 15 - Litiges

En cas de difficultés liées à l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, quelle qu'en soit la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties tenteront de procéder par voie de règlement amiable. Pour ce faire, l'une des parties au moins déclenche une procédure de conciliation par courrier recommandé adressé aux autres parties. Les parties s'engagent à fixer une date de réunion dans les quinze jours à compter de la réception de la première saisine et à désigner des représentants pour assister à cette réunion. En cas de refus exprès d'une des parties de participer à cette réunion ou en cas d'échec des négociations le litige pourra être soumis au tribunal administratif de Marseille.

Fait à Toulon, le



13 DEC 2022

**Le Président
du Conseil Régional
Provence-Alpes-Côte d'Azur**



Renaud MUSELIER

**Le Président
de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée**



Hubert FALCO



AVENANT N°1

CONTRAT *NOS TERRITOIRES D'ABORD* 2022-2027

REGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR / METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE



ENTRE

La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, représentée par le Président du Conseil régional, Monsieur Renaud MUSELIER, dûment habilité par délibération n° 21-638 en date du 17/12/2021
Ci-après désignée « la Région »

D'une part,

ET

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, représentée par son Président, Monsieur Jean -Pierre GIRAN, dûment habilité par délibération n° 22/11/303 du Conseil métropolitain en date du 16/11/2022,
Ci-après désignée « la Métropole » ou « le Territoire »,

D'autre part,

Vu le règlement financier de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Vu la délibération n° 21-638, du 17 décembre 2021 du Conseil régional approuvant les principes fondateurs de la future politique contractuelle régionale,

Vu la délibération n° 22-5 du 25 février 2022 approuvant les nouvelles modalités de mise en œuvre de la politique contractuelle régionale « Nos territoires d'abord »,

Vu la délibération n° 22-0579 du 21 octobre 2022 du Conseil régional approuvant l'adoption du Contrat Nos territoires d'abord de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ;

Vu l'article 5 de ce contrat qui prévoit qu'à la demande du territoire ou de la Région, un avenant modifiant la programmation pourra être proposé durant le contrat et un an avant la fin du contrat.

Article 1 – Objet de l’avenant

Le présent avenant a pour objet de modifier la programmation prévue en annexe 1 du contrat Nos territoires d’abord 2022-2027 de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, en application de l’article 5 du contrat initial.


Article 2 - Structuration du contrat - volet opérationnel

L’annexe du présent avenant remplace celle figurant en annexe 1 du contrat initial.

Article 3- Prise d’effet

Le présent avenant prend effet à la date de sa notification. Les autres dispositions du contrat initial demeurent inchangées.

Fait à Marseille, le

<p>Le Président du Conseil régional Provence-Alpes-Côte d’Azur</p> <p>Renaud MUSELIER</p>	<p>Le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée</p>  <p>Jean-Pierre GIRAN</p>
---	--



ANNEXE 1 modifiée

TABLEAU DE SYNTHÈSE DE LA PROGRAMMATION

NOS TERRITOIRES D'ABORD 2022-2027 TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Annexe 1 AP du 26 Octobre 2023

N°opération	Intitulé opération	Maitre d'ouvrage	Coût total	Taux d'intervention régional	montant régional proposé
Gestion et valorisation des déchets					
1.1	Construction d'un Pôle de Réemploi et de valorisation au Pradet	TPM	2 300 000 €	40%	920 000 €
1.2	Construction d'un pôle de Réemploi et de valorisation à la Seyne sur Mer	TPM	2 750 800 €	25%	700 628 €
1.3	Déploiement de la collecte des biodéchets en PAV (Points d'Apport Volontaires)	TPM	990 000 €	40%	396 000 €
1.4	Valorisation des biodéchets - Mise en œuvre du broyage des déchets verts	TPM	900 000 €	40%	360 000 €
1.5	Rénovation et Mises aux normes déchetterie de Hyères	TPM	1 500 000 €	26%	393 530 €
Sous Total thématique (5 opérations)			8 440 800 €	33%	2 770 158 €

Energies renouvelables

2.1	Production de biogaz à la step de l'Almanarre - Phases 1 et 2	TPM	5 793 250 €	26%	1 500 000 €
Sous Total thématique (1 opérations)			5 793 250 €	26%	1 500 000 €

Mobilité durable - Infrastructures cyclables et piétonnes

3.1	Connexion gare d'Hyères - Aéroport - Etudes et Travaux	TPM	6 400 000 €	20%	1 280 000 €
3.2	Corniche Tamaris - Etudes et Travaux - La Seyne	TPM	25 019 400 €	8%	2 033 540 €
3.3	Acquisition bus et bateaux-bus propres	TPM	20 000 000 €	9%	1 820 000 €
3.4	Création et amélioration d'itinéraires cyclables à la Seyne - Etudes et Travaux	TPM	1 160 000 €	20%	232 000 €
3.5	Création de pistes cyclables - Etudes et Travaux à Hyères	TPM	600 000 €	24%	141 666 €
3.6	Développement des modes doux dans le quartier des Ecoles à Carqueiranne	TPM	1 200 000 €	20%	240 000 €
3.7	PEM de Hyères (Travaux)	TPM	16 000 000 €	20%	3 200 000 €
3.8	BHNS	TPM	350 000 000 €	3%	10 000 000 €
3.9	Développement des modes doux et aménagements complémentaires autour du complexe scolaire Marcel Pagnol au Pradet	Le Pradet	1 800 000 €	56%	1 000 000 €
Sous Total CHAPITRE (9 opérations)			422 179 400 €	5%	19 947 606 €

Stratégies patrimoniales bâtiments tertiaires publics / Maîtrise de l'énergie /
Rehabilitation énergétique des logements

4.1	Amélioration du Parc Privé	TPM	3 212 200 €	32%	1 027 000 €
4.2	Rénovation globale de l'Opéra - Travaux-Toulon	TPM	30 000 000 €	27%	8 167 358 €
4.3	Rénovation Hôtel des Arts -Toulon	TPM	6 500 000 €	23%	1 500 000 €
4.4	Rénovation, mise en lumière et en sécurité de la Villa Noailles-Hyères	TPM	6 083 333 €	25%	1 500 000 €
4.5	Evêché Pôle Culturel-Toulon	TPM	10 000 000 €	25%	2 500 000 €
4.6	Construction d'un groupe scolaire Mabily-Verné Etudes et Travaux -La Seyne sur Mer	La Seyne sur Mer	8 058 200 €	30%	2 408 100 €
4.7	Equiperment en led des équipements sportifs-La Seyne sur Mer	La Seyne sur Mer	428 956 €	40%	171 682 €
4.8	Rénovation énergétique de 10 écoles de Six-Fours	VAD / Ville de Six-Fours	7 757 973 €	22%	1 700 000 €
4.9	Construction et aménagement de la médiathèque Marnata et d'un jardin à Toulon	Toulon	5 231 554 €	23%	1 203 760 €
4.10	Travaux aménagement centre de loisirs Strassel à Toulon	Toulon	375 000 €	30%	112 500 €
4.11	Réfection des Menuiseries école Maternelle Rivière Neuve à Toulon	Toulon	291 666 €	30%	87 500 €
4.12	Rénovation de la halte garderie de la mer	Toulon	1 166 666 €	30%	350 000 €

4.13	Rénovation du stade Mayol	Toulon	3 000 000 €	33%	1 000 000 €
4.14	Travaux de rénovation énergétique, de réhabilitation et d'extension de la villa des Tilleuls - La Crau	La Crau	5 102 832 €	19%	974 322 €
4.15	Travaux rénovation énergétique de 5 écoles - La Crau	La Crau	3 571 066 €	20%	714 213 €
4.16	Etudes Maîtrise d'œuvre pour la rénovation énergétique, réhabilitation et extension de la villa des Tilleuls - La Crau	La Crau	637 832 €	37%	234 000 €
4.17	Etudes Maîtrise d'œuvre pour la rénovation énergétique de bâtiments communaux 5 écoles - La Crau	La Crau	499 948 €	40%	199 979 €
4.18	Création d'une salle polyvalente sur le site de la Castellane - Ollioules	Ollioules	1 500 000 €	20%	300 000 €
4.19	Construction d'une école-crèche multi-accueil collectif "Les Lucioles" à La Garde	La Garde	2 177 000 €	32%	700 000 €
4.20	Travaux de rénovation énergétique de 5 bâtiments-Ollioules	Ollioules	1 992 855 €	27%	532 500 €
4.21	Réhabilitation thermique et structurelle de l'espace 3000	Hyères	11 000 000 €	40%	4 400 000 €
4.22	Restauration de l'église anglicane de Costebelle	Hyères	1 950 000 €	24%	468 000 €
4.23	Rénovation énergétique des bâtiments soumis au décret tertiaire	Hyères	4 000 000 €	20%	800 000 €
Sous Total thématique (23 opérations)			114 091 215 €	27%	31 069 124 €

Sobriété foncière / Aménagement durable / Foncier économique					
5.1	Voie douce avenue Bizet MO TPM Carqueiranne	TPM	1 600 000 €	20%	320 000 €
5.2	Aménagement ZAE Prébols	TPM	8 711 919 €	17%	1 457 000 €
5.3	Réhabilitation d'un centre culturel en zone urbanisée	La Valette	3 500 000 €	17%	600 000 €
5.4	Requalification complète d'une parcelle comprenant un site sportif et un bâtiment scolaire	La Valette	11 000 000 €	15%	1 600 000 €
5.5	Requalification et renaturation de la place du Général de Gaulle	TPM/La Valette	700 000 €	20%	140 000 €
5.6	Requalification et renaturation de la place Jean Jaurès et de l'avenue de la 9ème DIC	TPM/La Valette	2 710 000 €	15%	420 000 €
5.7	Requalification de la place Pagnol avec création d'un îlot de fraîcheur et parking végétalisé	TPM/La Valette	1 850 000 €	30%	555 000 €
5.8	Travaux portualres liés au projet MEUST du CNRS	TPM	600 000 €	40%	240 000 €
5.9	Mayol à Pipady - Conception urbaine et paysagère - Etudes -Toulon	TPM	3 243 595 €	40%	1 297 438 €
5.10	Mayol à Pipady - Conception urbaine et paysagère - Travaux-Toulon	TPM	15 000 000 €	22%	3 288 124 €
5.11	Chalucet - Acquisition Maison de la Créativité-Toulon	TPM	23 500 000 €	35%	8 140 000 €
Sous Total thématique (11 opérations)			72 415 514 €	23%	16 057 562 €

Transition écologique, préservation du patrimoine naturel et résilience des territoires					
6.1	Reconquête ZA Polyvestre - Etudes - Hyères	TPM	275 000 €	20%	66 000 €
6.2	Jardin des Lices	TPM	2 917 000 €	20%	583 400 €
6.3	Départ du Sentier du Littoral entre les plages des Bonnettes et de la Garonne au Pradet	TPM	689 226 €	20%	137 846 €
6.4	Recalibrage et Restauration du cours d'eau de la Sauvette-Hyères	TPM	725 000 €	30%	217 500 €
6.5	Création de la Maison du Grand Site du Salin des Pasquiers Hyères	TPM	2 600 000 €	20%	520 000 €
6.6	Aménagement d'un parc intergénérationnel multi-activités au Revest les Eaux	Le Revest les Eaux	840 262 €	40%	336 105 €
6.7	Création d'espaces paysagers en centre-ville d'Ollioules	Ollioules	4 200 000 €	20%	840 000 €
6.8	Desimperméabilisation des cours d'écoles à La Seyne sur Mer	La Seyne sur Mer	383 334 €	30%	115 000 €
6.9	Plage du Mourrillon-Toulon	TPM	5 000 000 €	11%	535 500 €
6.10	Mise en sécurité du Port de l'Aiguade du Levant-Hyères	TPM	4 384 000 €	30%	1 315 200 €
6.11	Travaux de mise en sécurité et de protection du site du Musée de la Mine Cap Garonne-phase 1	Syndicat Intercommunal Mine Cap Garonne/Le Pradet	45 800 €	40%	18 320 €
Sous-total thématique (11 opérations)			22 013 822 €	21%	4 655 550 €
TOTAL TERRITOIRE (60 opérations)			644 934 001 €	12%	78 000 000 €

